

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-086

DU 23 MARS 2022

AFFECTATIONS RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE SPORTIVE RÉGIONALE EN FONCTIONNEMENT - 2ÈME RAPPORT 2022

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du sport ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 202-16 du 13 octobre 2016 relative aux Garanties et financements dans le cadre du dossier de candidature aux Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024 ;

VU la délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 relative aux « Nouvelles ambitions pour le Sport en Île-de-France » - Première partie ; modifiée ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2021-129 du 1er avril 2021 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France – Fonctionnement – 2ème rapport pour 2021 ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 21 juillet 2021 portant aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant à la prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-275 du 22 juillet 2021 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France – Fonctionnement – 3^{ème} rapport pour 2021 ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-369 du 22 septembre 2021 approuvant la convention type relative au dispositif « Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France » ;

VU la délibération n° CP 2021-448 du 19 novembre 2021 portant sur la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France – Fonctionnement – 5^{ème} rapport pour 2021 ;

VU la délibération n° CP 2022-014 du 28 janvier 2022 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France – Fonctionnement - 1er rapport pour 2022 ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission des sports, de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-086 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 32-002 « Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Île-de-France »

Affecte une autorisation d'engagement de **10 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32 002 (132002) « Développement de la pratique sportive », sur l'action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2022, et relative à l'annexe n° 1 de la présente délibération.

Article 2 : Programme HP 32-002 « Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Île-de-France »

Décide d'attribuer une subvention hors dispositif d'un montant maximum prévisionnel de **50 000 €** pour le financement du projet détaillé dans la fiche projet **22002642** jointe en annexe n° 2 de la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec la Ville de Garges-lès-Gonesse de la convention figurant en annexe n° 3 de la présente délibération et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **50 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32 002 (132002) « Développement de la pratique sportive », sur l'action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2022.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 relative au règlement budgétaire et financier.

Article 3 : Programme HP 32-003 – « Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France »

Décide au titre du dispositif « Soutien aux événements sportifs se déroulant en Île-de-France » de participer au financement de **10** projets détaillés en annexe n° 4 (fiches projet) de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **188 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2021-369 du 22 septembre 2021 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **188 000 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-003 (132003) « Evénements sportifs », action 13200301 « Soutien aux événements sportifs » du budget 2022.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la

délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 relative au règlement budgétaire et financier.

Article 4 : Adoption de fiches projet modifiées

Décide de modifier la période d'éligibilité des dépenses de la fiche projet n° EX054201 adoptée par délibération n° CP 2021-129 du 1er avril 2021.

Approuve en conséquence la fiche projet modifiée correspondante telle qu'elle figure en annexe n° 5 à la présente délibération.

Décide de porter le montant de la base subventionnable accordée au CMA 93 (Cyclisme Municipal d'Aubervilliers 93) par délibération n° CP 2021-129 du 1^{er} avril 2021 à 253 112 € HT. Le taux d'intervention et le montant maximum de la subvention restent inchangés.

Approuve la fiche projet modifiée n° EX060889 telle qu'elle figure en annexe n° 5 de la présente délibération.

Décide de porter le montant de la base subventionnable accordée à la Fédération Française de Golf par délibération n° CP 2021-275 du 22 juillet 2021 à 40 000 € et le taux d'intervention à 25,00%, le montant maximum de la subvention reste inchangé.

Approuve la fiche projet modifiée n° EX054934 telle qu'elle figure en annexe n° 5 de la présente délibération.

Adopte en conséquence l'avenant n°1 à la convention n° EX054934 conclue avec le bénéficiaire tel qu'il figure en annexe n° 6 de la présente délibération.

Article 5 : Adoption d'une annexe financière modifiée

Décide de porter le montant de la base subventionnable de la subvention accordée à la ligue Île-de-France de tennis de table par délibération n° CP 2021-275 du 22 juillet 2021 à **200 000 €** et le taux d'intervention à **30,00 %**. Le montant maximum de la subvention reste inchangé

Approuve l'annexe financière modifiée n° 21006462 telle qu'elle figure en annexe n° 7 de la présente délibération

Article 6 : Programme HP 32-006 « Participation de la Région aux JOP 2024 »

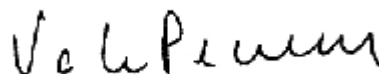
Décide d'attribuer un montant maximum prévisionnel de **2 500 000 €** en faveur du COJO Paris 2024, au titre de la participation de la Région au financement des Jeux Paralympiques 2024. Subordonne le versement de cette contribution à la signature avec le COJO Paris 2024 de la convention figurant en annexe n° 8 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Subordonne le versement de cette contribution à la signature avec le COJO Paris 2024 de la convention figurant en annexe n° 8 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **2 500 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32 006 « Participation de la Région aux JOP 2024 », sur l'action 13200602 « Participation de la Région au

financement des JOP 2024 » du budget 2022.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 24 mars 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 24 mars 2022
(référence technique : 075-237500079-20220323-lmc1142967-DE-1-1) et affichage ou notification le 24 mars 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours
devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Ligue Ile-de-France Vol Libre (Pratique sportive 2020)

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 22002400)**

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE VOL LIBRE

Convention n° 17 SP VLI 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 25.305 €

Taux de l'objectif : 29,24 %

Subvention prévisionnelle 2020: 7.400 €

La ligue souhaite continuer à faire la promotion de la discipline par l'acquisition de matériel technique et pédagogique, l'accessibilité pour les publics spécifiques (handicapés, très jeunes, féminines) et l'entretien des sites mais également par le regroupement des compétiteurs des différentes disciplines.

La ligue valorise les bénévoles en mettant en place des outils d'information et de communication sur les différentes disciplines regroupées au sein de la ligue.

La ligue souhaite accompagner la mise en place de différentes compétitions nationales ou régionales dans les différentes disciplines.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 14.900 €

Taux de l'objectif : 17,45 %

Subvention prévisionnelle 2020 : 2.600 €

Dans cet objectif, des stages de détection et de perfectionnement vont être organisés pour repérer les meilleurs jeunes, les perfectionner et créer une dynamique d'équipe francilienne.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 10.000 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», la ligue Ile-de-France de Vol Libre a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

Annexe 2 - Fiche projet Grenelle de l'éducation par le sport (hors-cadre)

DOSSIER N° 22002642 - GRENELLE DE L'EDUCATION ET DE L'INCLUSION PAR LE SPORT 2021

Dispositif : Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (fonctionnement) (n° 00001079)

Imputation budgétaire : 933-32-65734-132002-300

Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (fonctionnement)	50 000,00 € HT	100,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GARGES-LES-GONESSE

Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
95140 GARGES LES GONESSE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur BENOIT JIMENEZ, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du Grenelle de l'éducation et de l'inclusion par le sport 2021

Dates prévisionnelles : 14 décembre 2020 – 14 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :

La Ville de Garges-lès-Gonesse dans le Val-d'Oise, a organisé le Grenelle de l'éducation et de l'inclusion par le sport le 1er février 2021.

Cette rencontre avait pour objectifs de réunir sur une journée, un collectif de maires, d'élus, de responsables d'entreprises, de responsables associatifs et de sportifs pour élaborer des propositions concrètes afin de construire une nouvelle ambition pour le sport amateur.

Le sport étant un moteur essentiel du pacte républicain, c'est un levier majeur pour accompagner l'insertion sociale et professionnelle. C'est aussi souvent le dernier lien avec certains jeunes en situation de décrochage scolaire, social et professionnel.

Les propositions se sont déclinées de la façon suivante :

- Développer le sport dans toutes ses définitions dans les quartiers.
- Développer un réseau pour accompagner les projets d'inclusion et d'éducation par le sport.
- Ouvrir la première école d'insertion et d'inclusion par le sport.
- Utiliser le sport comme outil d'insertion et d'inclusion.
- Former 5000 coaches d'insertion par le sport.
- Planifier et mettre en place un fond pour soutenir les associations socio-sportives.
- Augmenter le partenariat associations sportives/institutions dans le cadre d'un plan national d'équipements sportifs adaptés au besoin des territoires.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais divers de communication	12 500,00	25,00%
Frais d'organisation, prestations diverses	7 400,00	14,80%
Frais d'alimentation	5 600,00	11,20%
Frais de production en streaming	450,00	0,90%
Frais de sécurité	250,00	0,50%
Frais d'animation et d'aménagement du site	7 600,00	15,20%
Support livret	4 000,00	8,00%
Prestations techniques	12 200,00	24,40%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Annexe 3 - Convention Grenelle de l'éducation par le sport 2021

**CONVENTION PARTENARIALE ENTRE
LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET LA VILLE DE GARGES-LES-GONESSE**

Dossier d'aide versée n° 22002642

ENTRE

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente,
En vertu de la délibération N° CP 2022-086 du 23/03/2022
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

ET

L'organisme dénommé : La Ville de Garges-Lès-Gonesse
dont le statut juridique est : Collectivité territoriale
dont le n° SIREN/SIRET et code APE (si existant) sont : 219502689 - 00017
dont le siège social est situé au : Place de l'Hôtel de Ville - 95140 Garges-lès-Gonesse
représenté par son dirigeant : Benoit JIMENEZ (Maire)
habilité par
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

La Région a décidé d'impulser une politique sportive à l'origine d'une multitude d'actions diversifiées et concertées, dont les principaux objectifs visent à la réduction de l'inégalité d'accès à la pratique sportive pour tous et à son rayonnement international.

A ce titre, la Région Île-de-France est partenaire de nombreux événements et manifestations sportives se déroulant sur son territoire. Ceux-ci contribuent fortement à la découverte des richesses culturelles de chaque localité ; ils favorisent également la vie associative, la cohésion sociale ainsi que la promotion de toutes les pratiques sportives et l'encouragement de la pratique féminine, sans oublier celles des plus jeunes et des personnes en situation de handicap.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° **CP 2022-086 du 23/03/2022**, la Région Île-de-France a décidé de soutenir la Ville de Garges-lès-Gonesse pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : organisation du Grenelle de l'éducation et de l'inclusion par le sport 2021.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **100,00 %** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **50 000 €**, soit un montant maximum de subvention de **50 000 €**.

Le budget prévisionnel de l'opération, précisant les montants H.T. et T.T.C. est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 : Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Article 2.2 : Obligations relatives à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et à promouvoir la Charte régionale de la République et de la laïcité, dans la limite des lois et règlements en vigueur.

Article 2.3 – Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement. Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Article 2.4 : Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter **2** stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Article 2.5 : Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au plan comptable général.

Le bénéficiaire déclare que les risques dont il assume la charge en tant qu'organisateur de manifestation(s) sont couverts conformément à la législation en vigueur.

Il s'engage à fournir, sur simple demande de la Région, toutes les attestations faisant preuve de son respect de la législation en vigueur.

Le bénéficiaire renonce à tout recours contre la Région, ainsi que contre toute personne relevant de son autorité à un titre quelconque, dans l'hypothèse où des dommages seraient causés à des tiers, ou à l'organisateur, par des personnels, matériels, mis à disposition de l'organisateur par la Région.

Article 2.6 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, l'organisme s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale. La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

La présence d'un éditorial régional est obligatoire sur les supports papiers (programme, guide, plaquette de promotion et dossiers de presse, etc.) et supports numériques. Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France.

Lorsque le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres cofinanceurs.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Île-de-France (comités départementaux, clubs, licenciés...)

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à la contribution régionale selon les dispositions définies ci-dessus. L'exécutif régional figure systématiquement comme force invitante.

La Région est invitée aux conférences de presse et actions de promotion du bénéficiaire. Le respect des usages, du protocole, de l'ordre de préséance et des relations publiques sur les supports d'invitation en tant que financeur, ainsi que le respect du rang et des préséances de l'exécutif régional présent lors d'une cérémonie ou manifestation, sont obligatoires.

Le bénéficiaire prévoit le parrainage d'au moins une épreuve ou la remise d'un prix spécifique de la Région Île-de-France, sous la forme de coupe et/ou de médaille.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Après la date de l'évènement, le bénéficiaire transmet à la Région, sous la forme de son choix, un bilan de visibilité de la participation régionale (photo, éditorial, programme, guide, plaquette de promotion et dossiers de presse, site internet...).

La Région peut aussi mettre à la disposition des organisateurs des banderoles, drapeaux, adhésifs, rubalise et autres supports afin d'assurer la visibilité de la collectivité. Ces supports sont à retirer et à restituer, en particulier les banderoles et les drapeaux, auprès de la Région.

Le bénéficiaire s'engage également à :

- proposer au Conseil régional des invitations/accès à des événements portés par le bénéficiaire pour les jeunes lycéens, apprentis, licenciés des clubs franciliens, le personnel de l'association sportive et culturelle du personnel de la Région Île-de-France (ASCRIF) et les représentants de l'institution régionale.
- faire la promotion de « l'Agenda 21 du Sport français » en faveur du développement durable,
- faire la promotion de « l'Agenda 22 » qui vise à assurer l'égalité des chances des personnes en situation de handicap. »

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3.1 : Caducité

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois ans pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

Article 3.2.1 : Versement d'avances

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Article 3.2.2 : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

Article 3.2.3 : Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

- Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire,

- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,

- un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité,

- **un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »**

- Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Il est assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé et de droit public, le compte-rendu financier doit être accompagné d'un bilan qualitatif du projet soutenu, mentionnant le soutien de la Région et de ses conséquences positives (ce bilan doit être en lien avec le plan de communication initialement transmis à l'instruction du dossier).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la Région Île-de-France.

Article 3.3 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 ans indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

Article 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du (date de la Commission permanente, sauf mentions contraires prévues par la délibération) et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Article 3.5 : Changement de domiciliation bancaire de l'organisme

Lorsque l'organisme change de domiciliation bancaire durant la durée d'exécution de la convention, il transmet dès que possible, par courrier aux services de la Région, les nouvelles coordonnées bancaires.

Article 3.6 : Cession de créance

Lorsque l'organisme procède à une cession de créance auprès d'un établissement financier ou bancaire, il est tenu d'en informer dès que possible par courrier les services de la Région.

Dans le même temps, il demande à l'établissement de recouvrement de tenir informé, par courrier également, la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Île-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP), trésorier payeur de la Région

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **23/03/2022**.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région. La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale.

Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région. La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, y compris les actions de communication visées à l'article 2.5 de la présente convention.

- Pour les personnes morales de privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée **ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.**

- Pour les personnes morales de droit public, **la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants. »**

- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° **CP 2022-086 du 23/03/2022.**

ARTICLE 9 – REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif.

Fait à _____ le _____ en 2 exemplaires originaux

Pour le bénéficiaire

Benoit JIMENEZ
Maire de la Ville de Garges-lès-Gonesse

Annexe 4 - Fiches projet Soutien aux évènements sportifs

DOSSIER N° EX062648 - CHAMPIONNAT D'EUROPE DE RUGBY FAUTEUIL 2022

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300

Action : 13200301- Soutien aux événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	720 000,00 € TTC	6,94 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE D'ORGANISATION DU CHAMPIONNAT D'EUROPE DE RUGBY FAUTEUIL 2022

Adresse administrative : 130 RUE DE LOURMEL
75015 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Guislaine WESTELYNCK, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du Championnat d'Europe de rugby fauteuil 2022

Dates prévisionnelles : 5 septembre 2021 - 23 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :

La Fédération Française Handisport a constitué un Comité d'Organisation pour candidater auprès de la Fédération Internationale et organiser le championnat d'Europe de rugby fauteuil conformément au cahier des charges de la Fédération Internationale de rugby fauteuil (WWR).

Ce Comité d'Organisation a pour mission d'accueillir les huit délégations européennes qualifiées pour le Championnat d'Europe, tournoi qualificatif pour le Championnat du monde qui se déroulera au Danemark en août 2022. Le Comité d'organisation va assurer le transport, l'hébergement, la restauration et la compétitions sportives du 19 au 27 février 2022 à la Halle Carpentier sur Paris.

Il a également en charge la gestion des officiels et des classificateurs présents lors de cet événement qui va regrouper 200 participants dont 100 athlètes. Les organisateurs comptent accueillir environ 10 000 personnes sur toute la durée de cette manifestation sportive.

Les objectifs de la compétition sont :

- Attirer de nouveaux pratiquants,
- Acculturer le grand public au Rugby Fauteuil (discipline paralympique),
- Contribuer à la montée en puissance sportive de l'équipe de France (Championnat d'Europe en 2022 - Championnat du Monde en 2023 - Jeux Paralympiques Paris 2024).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	50 000,00	6,94%
Aménagement du site et location de matériels	70 000,00	9,72%
Frais d'hébergement	200 000,00	27,78%
Frais de restauration	124 000,00	17,22%
Frais de personnel (charges comprises)	50 000,00	6,94%
Indemnités bénévoles	10 000,00	1,39%
Frais de déplacement	26 000,00	3,61%
Taxes diverses	20 000,00	2,78%
Communication	65 000,00	9,03%
Réception VIP	20 000,00	2,78%
Logistique	70 000,00	9,72%
Frais de sécurité	15 000,00	2,08%
Total	720 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	50 000,00	6,94%
Subvention Commune	100 000,00	13,89%
Fonds propres	30 000,00	4,17%
Subvention Etat (ANS)	200 000,00	27,78%
Partenaires privés	130 000,00	18,06%
Billetterie	60 000,00	8,33%
Inscriptions	150 000,00	20,83%
Total	720 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062381 - COUPE DU MONDE DE TIR A L'ARC 2022

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300

Action : 13200301- Soutien aux événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	900 000,00 € TTC	8,33 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE D'ORGANISATION FRANCE TIR L'ARC
Adresse administrative : 12 PLACE GEORGES POMPIDOU
93160 NOISY LE GRAND
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-MICHEL CLEROY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de la Coupe du Monde de tir à l'arc 2022

Dates prévisionnelles : 5 novembre 2021 - 23 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :

La France accueillera du 21 au 26 juin 2022 l'étape européenne de la Coupe du Monde de tir à l'arc, la 3ème sur les 4 étapes du circuit mondial organisé sous l'égide de World Archery. Elle aura lieu après les étapes d'Antalya du 18 au 24 avril et de Shanghai du 16 au 22 mai et avant Medellin du 18 au 24 juillet.

Cet événement organisé à Paris sur trois années consécutives s'inscrit dans la perspective des Jeux Olympiques de Paris 2024 pour préparer l'élite française, former des volontaires et des arbitres, promouvoir le tir à l'arc sur le territoire français auprès de différents publics et montrer le savoir-faire français à l'international.

Près de 350 athlètes hommes et femmes et 150 accompagnants (Staffs et entraîneurs) représentant 60 nations venant des 5 continents participeront à la manifestation. Cette compétition verra s'affronter les meilleurs archers internationaux en arc classique (discipline olympique) et en arc à poulies (non olympique). Ils concourront dans trois épreuves : individuelle - épreuve mixte (1 homme+ 1 femme) - par équipe (3 archers de la même catégorie).

Les qualifications se dérouleront au Stade Charléty et les finales au Château de Vincennes.

Le 24 mai 2022 une conférence de Presse de présentation de l'événement (le lieu reste à définir) sera organisée et le 6 juin 2022 se déroulera une journée de regroupement des bénévoles. Les 25 et 26 juin seront consacrés aux cérémonies protocolaires de remise des médailles

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- VINCENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	12 000,00	1,33%
Aménagement du site et location de matériels	350 000,00	38,89%
Frais d'hébergement	65 000,00	7,22%
Frais de restauration	30 000,00	3,33%
Frais de personnel (charges comprises)	40 000,00	4,44%
Indemnités bénévoles	15 000,00	1,67%
Communication	65 000,00	7,22%
Redevance fédération internationale	20 000,00	2,22%
Frais pour audiovisuel	80 000,00	8,89%
Réception VIP	5 000,00	0,56%
Logistique	50 000,00	5,56%
Gestion compétition / chronométrage	7 000,00	0,78%
Frais de sécurité	76 000,00	8,44%
Autres dépenses	85 000,00	9,44%
Total	900 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	75 000,00	8,33%
Subvention Département	50 000,00	5,56%
Subvention Commune	120 000,00	13,33%
Participation Fédération / Ligue ou Comité régional	205 000,00	22,78%
Partenaires privés	150 000,00	16,67%
Billetterie	130 000,00	14,44%
Inscriptions	100 000,00	11,11%
Vente produits finis	20 000,00	2,22%
Autres recettes	50 000,00	5,56%
Total	900 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062571 - 1/2 FINALES DU CHAMPIONNAT DE FRANCE ELITE DE SAVATE BOXE FRANCAISE

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300

Action : 13200301- Soutien aux événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	35 000,00 € TTC	14,29 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE FRANCAISE ILE DE FRANCE DE SAVATE BOXE FRANCAISE ET DISCIPLINE ASSOCIEES
Adresse administrative : 49 RUE DU FAUBOURG POISSONNIERE
75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN SZENICER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation des 1/2 finales du Championnat de France élite A de Savate Boxe Française

Dates prévisionnelles : 5 octobre 2021 - 23 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :

La ligue Île-de-France de Savate Boxe Française va organiser les 1/2 finales du championnat de France de Savate Boxe française le 05 mars 2022 à la salle Japy sur Paris, de façon à pouvoir désigner les sélectionnés pour les finales du championnat de France Élite A.

En effet, le championnat de France Élite A est la compétition qui désigne les champions de France de Savate Boxe Française, avec des titres délivrés par la Fédération de Savate Boxe Française et Disciplines Associées (fédération délégataire).

Cette manifestation sportive comprendra jusqu'à 8 demi-finales féminines et jusqu'à 8 demi-finales masculines sous forme de combat de 5 reprises de 2 minutes (toutes les catégories de poids féminines et masculines seront représentées), 32 athlètes représenteront 32 clubs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	2 500,00	7,14%
Aménagement du site et location de matériels	8 000,00	22,86%
Frais d'hébergement	1 500,00	4,29%
Frais de restauration	3 000,00	8,57%
Indemnités bénévoles	3 000,00	8,57%
Frais de déplacement	1 500,00	4,29%
Taxes diverses	1 000,00	2,86%
Communication	2 500,00	7,14%
Frais pour audiovisuel	3 000,00	8,57%
Réception VIP	3 000,00	8,57%
Logistique	2 000,00	5,71%
Arbitrage	1 000,00	2,86%
Frais de sécurité	3 000,00	8,57%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	5 000,00	14,29%
Fonds propres	17 000,00	48,57%
Partenaires privés	2 000,00	5,71%
Billetterie	11 000,00	31,43%
Total	35 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062581 - FOULEES DES ILES - FRANCE DES ILES 2022

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300

Action : 13200301- Soutien aux événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs	90 000,00 € TTC	16,67 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACCOLADE

Adresse administrative : 8 RUE FROMENTIN
75009 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur JACQUES AMBROSIO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de l'édition 2022 de la course Foulées des Iles - France des Iles

Dates prévisionnelles : 5 novembre 2021 - 23 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :

L'association "Accolade" organise la 26ème édition de la course "les Foulées d'Île-de-France - France des Îles", le 03 juillet 2022. C'est une grande compétition pédestre de masse, hors stade, sur un parcours aménagé. Ce challenge sportif se déroulera dans le grand parc du Bois de Vincennes.

Comme pour les précédentes éditions, les organisateurs attendent des participants de catégories (8 à 90 ans) poussins, minimes, benjamins à vétérans, sur des différents parcours sécurisés et dans la mixité homme/femme en mettant un accent de rigueur au vu des restrictions sanitaires actuelles.

Des stands sont installés autour des divers thèmes, avec une animation musicale et culturelle, des démonstrations sportives, avec des médecins du sport, podologues, masseurs, kinésithérapeutes, et un repas champêtre réservé à l'ensemble des acteurs, 4 000 participants sont attendus par les organisateurs.

Cinq épreuves sont au programme :

- 1 km pour les poussins,
- 3km pour les benjamins et minimes,
- 5km toutes catégories, homme/femme, handisport et personnes à mobilité réduite,
- 10km pour les catégories allant de cadet à vétérans, homme/femme,
- course prévue pour les non-voyants.

Cette manifestation reflète la diversité des populations en permettant les brassages de toutes sortes, qu'ils soient sociaux, ethniques ou inter générations, aussi bien sur le plan du handicap international ou de la mixité hommes / femmes. Les Ultra marins sont très nombreux à y participer et les valeurs qu'ils portent et véhiculent ont toute leur place. Il est à signaler que cette manifestation sportive a reçu le label des courses hors stade, par la Fédération Française d'Athlétisme et du comité régional des courses hors stade de Paris.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VINCENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	25 000,00	27,78%
Aménagement du site et location de matériels	13 000,00	14,44%
Frais d'hébergement	1 000,00	1,11%
Frais de restauration	12 000,00	13,33%
Frais de personnel	4 000,00	4,44%
Indemnités bénévoles	3 500,00	3,89%
Frais de déplacement	1 000,00	1,11%
Taxes diverses	2 500,00	2,78%
Frais d'encadrement	2 500,00	2,78%
Communication	2 500,00	2,78%
Redevance fédération internationale	500,00	0,56%
Frais pour audiovisuel	2 500,00	2,78%
Réception VIP	4 500,00	5,00%
Logistique	5 000,00	5,56%
Gestion chronométrage	4 000,00	4,44%
Arbitrage	500,00	0,56%
Frais de sécurité	3 500,00	3,89%
Autres dépenses	2 500,00	2,78%
Total	90 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	15 000,00	16,67%
Subvention Département	15 000,00	16,67%
Subvention Commune	10 000,00	11,11%
Fonds propres	10 000,00	11,11%
Subvention Etat (ANS)	10 000,00	11,11%
Participation Fédération / Ligue ou Comité régional	1 000,00	1,11%
Partenaires privés	17 000,00	18,89%
Inscriptions	10 000,00	11,11%
Autres recettes	2 000,00	2,22%
Total	90 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062649 - LES BOUCLES DE SEINE ET MARNE 2022 - CYCLISME

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300

Action : 13200301- Soutien aux événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	20 000,00 € TTC	15,00 %	3 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JS FERTE GAUCHER
Adresse administrative : 25 AVENUE DE NANCY
77320 LA FERTE-GAUCHER
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame JOCELYNE MAILLET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de l'édition 2022 des Boucles de Seine et Marne

Dates prévisionnelles : 5 octobre 2021 - 23 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :

Le club de la Ferté Gaucher va organiser l'édition 2022 des Boucles de Seine et Marne le 13/03/2022, cette organisation comportera deux épreuves inscrites au calendrier fédéral, se disputant entre les communes de Coulommiers et la Ferté Gaucher.

Cette épreuve est intitulée les Boucles de Seine et Marne Souvenir Bernard Maillet, afin de rendre hommage à l'un de ses dirigeants.

Seules épreuves de ce niveau en Île-de-France en 2022, elles auront pour but de détecter les futurs talents de demain et de les préparer aux objectifs de début de saison (Coupes de France et épreuves internationales). Il s'agira également de promouvoir le territoire comme terrain de sport privilégié pour la pratique du cyclisme.

Le programme prévoit le déroulement suivant :

- Juniors hommes (130 km) : départ 9h00 de Coulommiers, arrivée à la Ferté Gaucher
- féminine seniors et juniors (110 km) : départ 14h00 de Coulommiers, arrivée à la Ferté Gaucher.

Les courses se disputent en ligne, avec un circuit final de 10 km à effectuer plusieurs fois.

La catégorie (hommes juniors) représente 30 clubs issus de la France entière, et plus particulièrement de l'Île de France, du Nord et de l'Est de la France, alors que la catégorie (femmes seniors et juniors) représente 20 clubs de niveau N1 et N2 issus de la France entière.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LA FERTE-GAUCHER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	1 300,00	6,50%
Frais de restauration	1 000,00	5,00%
Indemnités bénévoles	1 400,00	7,00%
Frais de déplacement	1 000,00	5,00%
Communication	2 000,00	10,00%
Redevance fédération internationale	3 000,00	15,00%
Logistique	3 300,00	16,50%
Gestion compétition / chronométrage	1 000,00	5,00%
Arbitrage	1 000,00	5,00%
Frais de sécurité	3 000,00	15,00%
Autres dépenses	2 000,00	10,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	3 000,00	15,00%
Subvention Département	5 000,00	25,00%
Subvention Commune	3 000,00	15,00%
Fonds propres	2 000,00	10,00%
Subvention Communauté d'Agglomération	2 000,00	10,00%
Partenaires privés	4 000,00	20,00%
Inscriptions	1 000,00	5,00%
Total	20 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062647 - TOURNOI INTERNATIONAL MASTERS DE TENNIS 2022 - TIM ESSONNE

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300

Action : 13200301- Soutien aux événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	80 000,00 € TTC	6,25 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE COMITE DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE DE TENNIS

Adresse administrative : 33 AVENUE JACQUES DUCLOS
91700 SAINTE GENEVIEVE DES BOIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame NADINE MARIAUX, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du tournoi TIM Essonne de tennis 2022

Dates prévisionnelles : 5 septembre 2021 - 23 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :

Le comité départemental de tennis de l'Essonne organise du 05/02/2022 au 27/02/2022 à Sainte-Geneviève-des-Bois, le TIM Essonne qui est l'un des grands tournois internationaux réservé aux jeunes de moins de 14 ans.

Ce tournoi classé en catégorie 1 du Tennis Europe Junior Tour, depuis son origine (ce qui en fait l'un des trois premiers tournois européen de sa catégorie), le tournoi répond à la nécessité de confronter et d'étalonner les meilleurs joueurs essonnais et français par rapport aux meilleurs joueurs européens.

Le TIM Essonne va se dérouler de la façon suivante :

- Préqualifications nationales du 5 au 13 février 2022,
- Qualifications nationales du 14 au 19 février 2022,
- Tableau final du 22 au 27 février 2022.

Environ 35 nations représentées pour un total d'environ 500 joueurs.

Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 3000 spectateurs sur l'ensemble de ce tournoi.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	5 000,00	6,25%
Aménagement du site et location de matériels	10 000,00	12,50%
Frais d'hébergement	20 000,00	25,00%
Frais de restauration	15 000,00	18,75%
Frais de personnel (charges comprises)	2 000,00	2,50%
Frais de déplacement	500,00	0,63%
Communication	6 000,00	7,50%
Redevance fédération internationale	500,00	0,63%
Logistique	8 500,00	10,63%
Arbitrage	6 000,00	7,50%
Frais de sécurité	1 500,00	1,88%
Autres dépenses	5 000,00	6,25%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	5 000,00	6,25%
Subvention Département	15 000,00	18,75%
Fonds propres	8 000,00	10,00%
Participation Fédération / Ligue ou Comité régional	30 000,00	37,50%
Partenaires privés	3 000,00	3,75%
Inscriptions	13 000,00	16,25%
Vente produits finis	1 000,00	1,25%
Autres recettes	5 000,00	6,25%
Total	80 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX062746 - FESTIVAL INTERNATIONAL DE PARIS ILE-DE-FRANCE DES ECHECS
2022**

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300

Action : 13200301- Soutien aux événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	32 000,00 € TTC	15,63 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE IDF ECHECS
Adresse administrative : 29 RUE DES PYRENEES
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ANDRE RASNEUR, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du festival international de Paris Ile-de-France des échecs 2022

Dates prévisionnelles : 5 octobre 2021 - 23 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :

Le festival international des jeunes de Paris Ile-de-France organisé par la ligue d'Ile-de-France des échecs, aura lieu du 28/02/2022 au 04/03/2022 au complexe sportif Louis Lumière à Paris (75020).

Le principal objectif de cette opération est d'organiser un événement international jeunes sur les échecs qui puisse accueillir les espoirs franciliens et d'attirer de jeunes champions du Monde entier dans un tournoi ayant lieu en parallèle avec les Championnats de Ligue Jeunes.

- 5 tournois de U08 à U16 mixtes, réservés aux joueurs qualifiés d'office en Ile-de-France ou issus des championnats qualificatifs départementaux franciliens 2021-2022, ainsi qu'aux qualifiés d'office désireux de jouer pour le titre de champion de ligue de leur catégorie.

- 2 tournois internationaux ouverts aux joueurs des catégories juniors et moins : un tournoi Open A qui est ouvert aux autres catégories jeunes (tournoi sur invitation) et un tournoi Open B réservé aux U08 et U10 non qualifiés au championnat de France.

Ce festival va voir la participation d'environ 800 jeunes de moins de 20 ans.

Dans le domaine du développement durable, la ligue Ile-de-France d'échecs va décliner plusieurs actions :

- nombre d'engagées féminines égal au nombre d'engagés masculins,
- la participation au tournoi est gratuite pour les personnes handicapées,
- accueil des jeunes du quartier de la Porte de Montreuil et de la Porte de Bagnolet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement du site et location de matériels	5 000,00	15,63%
Frais d'hébergement	1 700,00	5,31%
Frais de restauration	100,00	0,31%
Frais de personnel (charges comprises)	5 000,00	15,63%
Indemnités bénévoles	5 200,00	16,25%
Frais de déplacement	300,00	0,94%
Frais d'encadrement	3 700,00	11,56%
Redevance fédération internationale	300,00	0,94%
Logistique	3 000,00	9,38%
Arbitrage	3 800,00	11,88%
Frais de sécurité	1 500,00	4,69%
Autres dépenses	2 400,00	7,50%
Total	32 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	5 000,00	15,62%
Inscriptions	27 000,00	84,38%
Total	32 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062664 - LES CHAMPIONNATS DE FRANCE D'ESCALADE DE VITESSE JEUNES ET SENIOR 2022

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300

Action : 13200301- Soutien aux événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	10 000,00 € TTC	30,00 %	3 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESM ENTENTE SPORTIVE MASSY
Adresse administrative : COS AVENUE DU NOYER LAMBERT
91302 MASSY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ISABELLE GOURJON, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation des championnats de France d'escalade de vitesse jeunes et senior 2022

Dates prévisionnelles : 5 octobre 2021 - 23 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :

L'association Entente Sportive de Massy (section escalade) va organiser le championnat de France d'escalade de vitesse les 19 et 20 février 2022 au gymnase de la Poterne à Massy.

Cette compétition va se dérouler sur 2 journées, selon le programme suivant :

- le 19/02/2022 après-midi : qualifications seniors et U16
le 19/02/2022 soir : finales seniors et U16
- le 20/02/2022 : qualifications U18 et U20 et finales U18 et U20 dans l'après-midi

Cette manifestation sportive qui va permettre la désignation des champions de France d'escalade de vitesse jeunes et seniors, va regrouper 200 athlètes dont 40 sur les listes ministérielles et 20 clubs concernés.

Sur la plan régional, l'escalade bloc est en plein essor en Ile-de-France et permet à de nombreuses salles de voir le jour. Cette opération est à la fois une reconnaissance du travail accompli depuis de nombreuses années et également un outil promotionnel pour les années à venir.

Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 500 spectateurs.

Dans le domaine du développement durable, l'association Entente Sportive de Massy va présenter les actions suivantes :

- mise en place d'un stand de défense des sites naturels,
- les modalités sont identiques pour les hommes comme pour les femmes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	5 000,00	50,00%
Aménagement du site et location de matériels	1 500,00	15,00%
Frais de restauration	1 000,00	10,00%
Frais de personnel (charges comprises)	1 000,00	10,00%
Communication	500,00	5,00%
Frais de sécurité	1 000,00	10,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	3 000,00	30,00%
Subvention Département	3 000,00	30,00%
Participation Fédération / Ligue ou Comité régional	4 000,00	40,00%
Total	10 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062743 - LA CYCLO DE L'INTERIEUR 2022

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300

Action : 13200301- Soutien aux événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	40 000,00 € TTC	30,00 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA CYCLO DE L INTERIEUR

Adresse administrative : 51 RUE DE PARIS
91600 SAVIGNY SUR ORGE

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur ARNAUD VERHILLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de la Cyclo de l'Intérieur 2022

Dates prévisionnelles : 25 octobre 2021 - 23 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :

La Cyclo de l'Intérieur qui est prévue le 26/05/2022 à Toussus-le-Noble dans les Yvelines, est une épreuve cycloportive de masse chronométrée et ouverte à tous les publics.

Les objectifs essentiels de cette manifestation sportive reposent sur :

- la promotion de la pratique cycliste en offrant aux pratiquants de tous niveaux, sexe, âge une épreuve sportive chronométrée permettant le dépassement de soi, la mixité des publics, la découverte du patrimoine régional,
- la captation du public de plus en plus nombreux des pratiquants du sport cycliste en Ile de France pour leur enseigner à travers la réglementation de l'épreuve, l'exigence du partage de la route, du respect du patrimoine,
- la valorisation du département des Yvelines, son patrimoine et son histoire.

C'est une épreuve qui est ouverte à tous publics majeurs comme aux concurrents de niveau professionnel, les organisateurs ont fixé à 1200 coureurs la jauge maximale de cette opération.

Cette organisation qui est portée par l'association "La Cyclo de l'Intérieur" qui réunit des policiers, gendarmes et pompiers désireux de partager la passion du cyclisme sur route avec le grand public.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- TOUSSUS-LE-NOBLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	4 500,00	11,25%
Aménagement du site et location de matériels	4 500,00	11,25%
Frais de restauration	15 300,00	38,25%
Indemnités bénévoles	2 500,00	6,25%
Communication	3 500,00	8,75%
Gestion compétition / chronométrage	3 200,00	8,00%
Frais de sécurité	6 500,00	16,25%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	12 000,00	30,00%
Partenaires privés	10 000,00	25,00%
Billetterie	18 000,00	45,00%
Total	40 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062693 - CHAMPIONNATS DE FRANCE JEUNES DE SAVATE BOXE FRANCAISE 2022

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300

Action : 13200301- Soutien aux événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	50 000,00 € TTC	30,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FFSBFDA FEDERATION FRANCAISE SAVATE BOXE
FRANCAISE DISCIPLINES ASSOCIEES

Adresse administrative : 49 RUE DU FAUBOURG POISSONNIERE
75009 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Joël DHUMEZ, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du Championnat de France Jeunes de savate Boxe Française 2022

Dates prévisionnelles : 30 octobre 2021 - 23 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :

La Fédération Française de savate Boxe-Française va organiser les 21 et 22 mai 2022 à Paris, le championnat de France Jeunes réunissant les minimes et les cadets (filles et garçons) qualifiés après les sélections effectuées sur tout le territoire (65 départements, 15 ligues et 5 zones).

Dans le détail, cette manifestation sportive va représenter 120 clubs, 35 minimes filles / 55 minimes garçons (âge 14/15 ans), 35 cadettes et 50 cadets (âge 16/17 ans), soit entre 175 et 180 combattants dont environ 20 sont issus des territoire ultra-marins. A cette occasion 36 titres de championnes et champions de France seront délivrés à l'issus des tour de poules.

Ces championnats de France Jeunes 2022 doivent permettre aux franciliens de venir encourager et approcher les futurs sportifs de haut niveau de cette discipline.

En effet, la France est la nation leader sur les compétitions internationales et les finalistes pourront représenter la France aux Championnats d'Europe cet été.

Le public composé des entraîneurs, des dirigeants de clubs ainsi que des parents et des accompagnateurs avec les athlètes représentera plus de 600 personnes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	1 500,00	3,00%
Aménagement du site et location de matériels	2 500,00	5,00%
Frais d'hébergement	5 000,00	10,00%
Frais de restauration	3 000,00	6,00%
Frais de personnel (charges comprises)	1 500,00	3,00%
Indemnités bénévoles	500,00	1,00%
Frais de déplacement	12 000,00	24,00%
Communication	1 000,00	2,00%
Frais pour audiovisuel	12 500,00	25,00%
Réception VIP	2 500,00	5,00%
Logistique	1 500,00	3,00%
Arbitrage	3 500,00	7,00%
Frais de sécurité	3 000,00	6,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	15 000,00	30,00%
Fonds propres	20 000,00	40,00%
Subvention Etat (ANS)	10 000,00	20,00%
Partenaires privés	5 000,00	10,00%
Total	50 000,00	100,00%

Annexe 5 - Fiches projet modifiées

DOSSIER N° EX054201 - CHAMPIONNAT DU MONDE DE GOLF AMATEUR PAR EQUIPES 2022

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300

Action : 13200301- Soutien aux événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	1 000 000,00 € TTC	20,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE DE GOLF
Adresse administrative : 68 RUE ANATOLE FRANCE
92300 LEVALLOIS-PERRET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pascal GRIZOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du championnat du Monde de Golf amateur par équipes 2022

Dates prévisionnelles : 2 décembre 2020 - 1 avril 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :

Après la Ryder Cup en 2018, la Fédération Française de Golf va à nouveau accueillir un événement sportif international majeur avec le Championnat du Monde de Golf amateurs par équipes en 2022.

En effet, cette prestigieuse manifestation se déroulera sur 2 sites, avec le Golf National de Guyancourt et le Golf de Saint-Nom-la-Bretèche, du 22 août au 03 septembre 2022 selon le schéma suivant :

- du 24/08/2022 au 27/08/2022 pour les épreuves "Dames" par équipes,
- du 31/08/2022 au 03/09/2022 pour les épreuves "Messieurs" par équipes.

Cela sera l'occasion d'accueillir 387 joueurs représentant 78 nations, soit 1 équipe de 3 joueurs ou 3 joueuses, par nation représentée.

Voici les principaux objectifs recherchés :

- Faire de ce Championnat du Monde de Golf amateurs par équipes un levier important pour le développement de la pratique du golf notamment auprès des jeunes, et renforcer l'attrait médiatique de cette discipline.
- Donner à la Fédération Française de Golf l'occasion d'affirmer sa volonté de rassemblement et de partager avec tous ses acteurs son savoir-faire organisationnel à l'approche des JOP Paris 2024.
- Conforter le rôle de la France et de la Fédération Française de Golf en tant que grande nation auprès des instances internationales.
- Faire rayonner la Région Ile-de-France en tant que destination "Golf", notamment au travers les sites de Guyancourt et de Saint-Nom-la-Bretèche.
- Délivrer une parfaite organisation sportive et logistique pour l'ensemble de cette compétition internationale et des réunions de la fédération Internationale (IGF).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- GUYANCOURT
- SAINT-NOM-LA-BRETECHE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2021

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	10 000,00	1,00%
Aménagement du site et location de matériels	70 000,00	7,00%
Frais d'hébergement	42 000,00	4,20%
Frais de restauration	30 000,00	3,00%
Frais de personnel (charges comprises)	168 000,00	16,80%
Indemnités bénévoles	53 000,00	5,30%
Frais de déplacement	3 000,00	0,30%
Communication	68 000,00	6,80%
Frais pour audiovisuel	210 500,00	21,05%
Réception VIP	160 500,00	16,05%
Logistique	57 000,00	5,70%
Arbitrage	3 000,00	0,30%
Frais de sécurité	5 000,00	0,50%
Autres dépenses	120 000,00	12,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	200 000,00	20,00%
Fonds propres	470 000,00	47,00%
Subvention Etat (ANS, Ministères, ...)	180 000,00	18,00%
Partenaires privés	150 000,00	15,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX060889 - CM AUBERVILLIERS 93 - CLUB ELITE - SAISON SPORTIVE 2022

Dispositif : Clubs Excellence Île-de-France (n° 00000717)

Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300

Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Île-de-France	253 112,00 € HT	11,85 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CMA 93 - CYCLISME MUNICIPAL D'AUBERVILLIERS 93

Adresse administrative : 35 RUE HELENE COCHENNEC
93300 AUBERVILLIERS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Bruno ZOMER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : - CLUB ELITE - SAISON SPORTIVE 2021-2022

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le CM Aubervilliers club cycliste créé en 1948, s'est illustré chez les Hommes depuis plusieurs décennies. Portant les couleurs franciliennes au plus haut-niveau, il est allé jusqu'à remporter le succès le plus emblématique du cyclisme : une étape du Tour de France en 1996. Unique, ce club est le seul en France à disposer de l'ensemble des échelons et niveau de pratique de l'école de vélo au cyclisme Professionnel, en passant par la compétition de loisir pour tous et même le BMX.

Depuis 2012, le club a franchi un nouveau cap, très structurant, en étant la première équipe Pro Hommes à créer une équipe Femmes de haut-niveau dans la même structure. Depuis 10 ans, cette équipe est l'une des formations majeures en France : avec deux victoires en Coupe de France, elle est l'une des 8 équipes N1 Femmes en 2021. Véritable locomotive pour la féminisation du club, cette équipe prouve chaque weekend que le cyclisme n'est pas un sport masculin. Conjointement avec nos actions en faveur de la féminisation du club, le rayonnement de cette équipe crée des envies : la part de femmes dans les pratiquantes de loisir ne cesse d'augmenter au sein du club.

Cette saison, l'équipe domine une nouvelle fois la Coupe de France N1. Présente au plus haut-niveau amateur, cette équipe se frotte également très régulièrement aux meilleures équipes Pros Femmes mondiales lors de compétitions internationales en France ou à l'étranger.

Cet apprentissage du plus haut-niveau est accompagné par une structuration de plus en plus importante, issue du savoir-faire acquis chez les hommes ainsi que la mutualisation de moyens techniques et humains sans commune mesure pour une équipe Femmes amateur. Depuis cette année, cette équipe est dirigée par une Directrice Sportive femme.

Le projet présenté a notamment pour objectif de professionnaliser l'encadrement de l'équipe Femmes et de contribuer à populariser la pratique cycliste chez les Femmes en Ile-de-France. De plus, l'accès à la pratique cycliste pour les Femmes sera favorisé en faisant tomber les freins (visibilité, ouverture, accessibilité, structuration, qualité de l'accueil). L'encadrement du club (et pas seulement l'encadrement de l'équipe Femmes) sera féminisé, notamment par le financement de formations fédérales d'encadrement pour les femmes. La section de loisir Féminine (Créée en 2020) sera développée. Il sera enfin mis en place une action de promotion de la pratique auprès des jeunes filles du territoire, au sein de notre école de Cyclisme labellisée par la FFC "Ecole Française de Cyclisme". L'équipe Elite Femmes sera professionnalisée dès 2022.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	65 700,00	25,96%
Frais de personnel	98 800,00	39,03%
Frais de formation	1 092,00	0,43%
Frais de déplacement	18 500,00	7,31%
Frais de restauration	16 000,00	6,32%
Frais pour stages de performance sportive	14 000,00	5,53%
Autres dépenses (préciser)	39 020,00	15,42%
Total	253 112,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	10 937,00	4,32%
Partenaires privés	50 000,00	19,75%
Subvention Commune (sollicitée)	30 000,00	11,85%
Subvention Département (sollicitée)	100 000,00	39,51%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	30 000,00	11,85%
Subvention Etat (CNDS, Ministères, ...)	3 000,00	1,19%
Autres recettes (préciser)	29 175,00	11,53%
Total	253 112,00	100,00%

DOSSIER N° EX054934 - NATIONAL GOLF WEEK 2021

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300

Action : 13200301- Soutien aux événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	40 000,00 € TTC	25,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE DE GOLF
Adresse administrative : 68 RUE ANATOLE FRANCE
92300 LEVALLOIS-PERRET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pascal GRIZOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du National Golf Week 2021

Dates prévisionnelles : 22 décembre 2020 - 22 juillet 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :

La Fédération Française de Golf a organisé la 1ère édition du National Golf Week (session digitale) du 1er au 3 avril 2021 ; cette opération s'est déroulée en virtuel en raison de la crise sanitaire Covid 19.

Initialement et pendant trois jours, cette grande fête du golf français devait proposer à tous les passionnés un « grand salon » du golf, des essais de matériel, des démonstrations et initiations, des compétitions ouvertes aux amateurs et une compétition en alliance (association d'un joueur professionnel à un joueur amateur) ainsi que le National Match Play.

La décision a été prise de remplacer cette édition physique par une version digitale et de proposer une émission live en plateau au Golf National animée et ponctuée d'interventions d'experts et de reportages. L'objectif étant de promouvoir la National Golf Week en donnant un avant-goût de l'événement et de remercier les acteurs qui étaient prêts à jouer le jeu.

L'émission a été diffusée pendant 4 heures en live sur les réseaux sociaux, Elle est disponible en replay gratuitement sur les mêmes pages et sur le site Internet de l'événement et à la demande.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- GUYANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2021

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations pour la mise en place de l'émission	9 300,00	23,25%
Prestations consultants	1 500,00	3,75%
Achats et prestations diverses	29 200,00	73,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	10 000,00	25,00%
Subvention Communauté d'Agglomération	8 000,00	20,00%
Fédération Française de Golf	22 000,00	55,00%
Total	40 000,00	100,00%

Annexe 6 - Avenant Convention National Golf Week 2021

**AVENANT A LA CONVENTION CONCLUE ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET
LA FEDERATION FRANCAISE DE GOLF**

Dossier d'aide N° EX054934

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente,

En vertu des délibérations N° **2021-275 du 22/07/2021** et N° **2022-086 du 23/03/2022**

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

ET

L'organisme dénommé : Fédération Française de Golf

dont le statut juridique est : association loi 1901

dont le n° SIREN/SIRET et code APE (si existant) sont : 784663189 - 00040

Dont le siège social est situé au : 68, rue Anatole France – 92300 Levallois-Perret

représenté par son dirigeant : Pascal GRIZOT (Président)

habilité par

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

La Région a décidé d'impulser une politique sportive à l'origine d'une multitude d'actions diversifiées et concertées, dont les principaux objectifs visent à la réduction de l'inégalité d'accès à la pratique sportive pour tous et à son rayonnement international.

A ce titre, la Région Île-de-France est partenaire de nombreux événements et manifestations sportives se déroulant sur son territoire. Ceux-ci contribuent fortement à la découverte des richesses culturelles de chaque localité ; ils favorisent également la vie associative, la cohésion sociale ainsi que la promotion de toutes les pratiques sportives et l'encouragement de la pratique féminine, sans oublier celles des plus jeunes et des personnes en situation de handicap.

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif régional relatif au « soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France » adopté par la délibération de l'assemblée délibérante n° CR 204-16 du 14 décembre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes.

Par conséquent, il est convenu d'adopter ce qui suit :

Dans le 2^{ème} alinéa de l'article 1, insérer le paragraphe modifiée suivant : Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **25,00 %** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **40 000 € TTC**, soit un montant maximum de subvention de 10 000 €.

Fait à St Ouen en 2 exemplaires originaux,

Le

**Pour le Conseil Régional Ile-de-France
La Présidente**

Valérie PECRESSE

**Pour la Fédération Française de Golf
Le Président**

Pascal GRIZOT

Annexe 7 - Annexe financière 2021 Ligue Ile-de-France Tennis de table.pdf

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 21006462)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE
DE TENNIS DE TABLE**

Convention n° 21 SP TTA 001

I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 150.000 €

Taux de l'objectif : 16,25 %

Subvention prévisionnelle 2021 : 24.378 €

la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Construire une offre de pratique tout au long de la vie pour toutes et tous dans trois directions : le Ping santé, le Ping citoyen et le Ping compétition. Pour cela, la Ligue Île-de-France de Tennis de Table relancera la création de clubs, aidera les clubs à conquérir de nouveaux espaces de pratique, au plus près de la population, pour y proposer de nouvelles formes de jeu, plus libres, plus conviviales, plus connectées, plus mixtes, plus visibles. La pratique en extérieur répond particulièrement bien à ce besoin ;
- Relancer la pratique en compétition pour tous et renforcer la communication et la promotion des outils fédéraux et régionaux dédiés aux clubs et comités.

Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en place un réseau d'alerte et de traitement des éventuels cas ;
- Mettre en place un partenariat avec l'association « Colosse aux pieds d'argile » avec pour objectif de lutter au mieux contre les violences sexuelles, notamment grâce à la mise en place de formations à destination des stagiaires des formations professionnelles (CQP & DEJEPS), puis à terme des dirigeants.

Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Augmenter le nombre de sections 4/7 ans au sein desquelles la mixité est la plus importante ;
- Mise en place de challenge régional de féminisation avec dotation à destination des clubs chaque année ;
- Augmenter du nombre de sections Ping Santé bien être au sein desquelles la santé est privilégiée par rapport à la progression pongiste ;
- Organiser des événements spécifiques pour les femmes et jeunes filles ;
- Créer un observatoire de la pratique féminine en Île-de-France ;
- Mise en avant des femmes par la réalisation d'interview (de dirigeantes, joueuses et bénévoles) ;
- Créer une charte de l'engagement des dirigeants pour le sport féminin contribuera à véhiculer non seulement la stratégie et les actions mais renforcera également les valeurs associées à une plus forte mixité dans la pratique du tennis de table.

Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Permettre aux stagiaires DEJEPS de se former à l'encadrement des publics en situation de handicap au sein de leur cursus de formation (4 jours de formation puis un stage pratique), en partenariat avec le Comité Île-de-France Handisport ;
- Augmenter les structures référencées sur le Handiguide et permettant l'accueil des personnes en situation de handicap ;
- Mettre en place d'action de mutualisation des actions avec les Comités Départementaux, organise des tournois ouverts à tous et mélangeant public valide et en situation de handicap.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

Ila / Accompagnement des sportifs dans les Pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 200 000 €

Taux de l'objectif : 30,00 %

Subvention prévisionnelle 2021 : 60 000 €

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Accompagner par un soutien les jeunes Espoirs du pôle : organisation de stages d'entraînement, accompagnement du double projet, participation aux compétitions.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2021 : 84.378 €

Ces subventions cumulées Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **3 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

Annexe 8 - Convention COJO Paris 2024 (01-03-2022).pdf

Convention de financement des Jeux Paralympiques de 2024

ENTRE LES SOUSSIGNES :

1. La Région Île-de-France

Représentée par sa Présidente Valérie PECRESSE, dûment autorisée par délibération CP 2022-086 en date du 23 mars 2022.

Ci-après désignée la « **Région** »

D'une part,

ET

2. Paris 2024 - Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques / COJO

Association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est sis 46 rue Proudhon, 93210 Saint Denis Paris, SIRET n° 834 983 439 00011, représenté par son Président en exercice, M. Tony ESTANGUET, dûment habilité,

Ci-après désignée « **Paris 2024** »

D'autre part,

Ci-après désignées individuellement une « **Partie** » et collectivement les « **Parties** »,

PREAMBULE

Par décision en date du 13 septembre 2017, le Comité International Olympique a désigné Paris, ville hôte des Jeux Olympiques mais également des Jeux Paralympiques de 2024.

La France accueillera ainsi pour la première fois de son histoire les Jeux Paralympiques d'été. Après la validation du programme des sports par le Comité exécutif du Comité International Paralympique (IPC) le 25 janvier 2019, 22 sports seront au programme des épreuves qui se dérouleront du 28 août au 8 septembre 2024, à savoir : le basket fauteuil, la boccia, l'escrime fauteuil, le cécifoot, le goalball, le para athlétisme, le para aviron, le para badminton, le para canoë, le para cyclisme (route et piste), le para équitation (dressage), le para powerlifting, le para judo, la para natation, le para taekwondo, le para tennis de table, le para tir à l'arc, le para tir sportif, le para triathlon, le rugby fauteuil, le tennis fauteuil et le volleyball assis.

Les Jeux Paralympiques constituent le 3^{ème} plus grand événement sportif mondial et le plus important pour les athlètes en situation de handicap. Ils concernent des sportifs ayant un handicap moteur (amputation ou assimilée, paralysie cérébrale, paraplégie, tétraplégie, hémipplégie, personnes de petite taille...), mais également sensoriel (handicap visuel) ou intellectuel. L'évènement apparaîtra comme une opportunité unique de contribuer au développement du parasport en France, de faire progresser l'accessibilité et de faciliter, d'une manière générale, le changement des représentations sur le handicap.

Le projet paralympique pour Paris 2024 s'articule autour de la volonté d'organiser des Jeux spectaculaires et révolutionnaires dans ou à proximité de sites iconiques, tels que la Tour Eiffel ou le Grand Palais, à même de magnifier les performances des 4 400 athlètes devant participer à l'évènement.

Par une délibération n°CR 32-15 *portant préparation à la candidature pour l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024* adoptée par le Conseil Régional d'Île-de-France en date du 7 mai 2015, la Région a décidé de soutenir solennellement le principe de la candidature de Paris pour l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

Le Conseil Régional a délégué à la Commission Permanente l'approbation des actes concourant à la mise en œuvre de ce soutien.

Par une délibération n°CR 202-16 *portant garanties et financements dans le cadre du dossier de candidature aux jeux olympiques et paralympiques Paris 2024* adoptée par le Conseil Régional d'Île-de-France en date du 13 octobre 2016, la Région s'est notamment engagée, si Paris était élue par le CIO ville hôte des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, à attribuer une subvention exceptionnelle ferme et non révisable d'un montant de 10 millions d'euros pour prendre en charge 10% du financement public dédié à l'organisation des Jeux Paralympiques.

Par une délibération n°CP 2018-166 *portant garantie de financement de la région dans le cadre de l'organisation des jeux paralympiques paris 2024* adoptée par la Commission Permanente le 16 mars 2018, la Région a confirmé cet engagement financier, lequel également sera rappelé dans la Convention Cadre *relative à l'organisation et au succès des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024*, à conclure entre Paris 2024 et la Région.

La présente Convention a pour objet de formaliser cet engagement et de définir les modalités de versement de cette subvention.

Ceci exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit,

Article 1. Objet de la Convention

La présente Convention a pour objet de définir les modalités de versement de la contribution de la Région au financement de l'organisation des Jeux Paralympiques de 2024.

Article 2. Durée et entrée en vigueur

La présente Convention prend effet à compter de sa signature par la Région et par Paris 2024.

Elle prendra fin à l'issue des Jeux Paralympiques de 2024 et lorsque les Parties se seront acquittées de l'ensemble des obligations à leur charge en application de la présente Convention.

Article 3. Engagements de la Région

3.1 La Région apporte une subvention exceptionnelle de fonctionnement d'un montant total ferme et non révisable de 10 000 000, 00 € (dix millions d'euros) à Paris 2024 pour le financement de l'organisation des Jeux Paralympiques.

3.2. La Région s'engage à apporter les fonds à Paris 2024 selon les règles budgétaires et comptables en vigueur et selon le calendrier suivant :

2022	2023	2024
5 millions d'euros	2,5 millions d'euros	2,5 millions d'euros

Les acomptes annuels seront versés dans les conditions suivantes :

- pour l'échéance due au titre de l'année 2022 en deux versements correspondant chacun à la moitié des sommes dues pour l'année considérée, l'un réalisé au plus tard le 31 mars 2022, le second réalisé au plus tard le 31 août 2022,
- pour l'échéance due au titre de l'année 2023 en un seul versement au plus tard le 31 mars 2023,
- pour l'échéance due au titre de l'année 2024 en un seul versement au plus tard le 31 mars 2024.

La Région aura toutefois la possibilité de verser en année n, par anticipation, tout ou partie de la contribution due au titre de l'année n+1. La Région communiquera le montant susceptible d'être versé à Paris 2024 au titre de l'année n+1 au minimum deux semaines avant le mandatement.

Les versements se font sur appels de fonds du bénéficiaire.

Les versements sont effectués sur le compte ouvert au nom de :

PARIS 2024 – COMITE D'ORGANISATION DES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES

Ouvert à CAISSE D'EPARGNE ILE DE FRANCE

Compte n° : 17515 90000 08012344082 84

N° IBAN

|F|R|7|6| |_1_|_7_|_5_|_1_| |_5_|_9_|_0_|_0_| |_0_|_0_|_0_|_8_|
|_0_|_1_|_2_|_3_| |_4_|_4_|_0_|_8_| |_2_|_8_|_4_|

BIC

|_C_|_E_|_P_|_A_|_F_|_R_|_P_|_P_|_7_|_5_|_1_|

En cas de changement d'identité bancaire, Paris 2024 envoie son nouveau relevé d'identité bancaire à la Région par lettre simple ou par courrier électronique.

Article 4. Engagements de Paris 2024 et conditions d'utilisation de la subvention

4.1 Utilisation de la subvention

Paris 2024 s'engage à utiliser la subvention pour le seul financement de l'organisation des Jeux Paralympiques de 2024, lesquels répondent notamment aux principes directeurs rappelés ci-dessous

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la Convention de même que l'impossibilité pour Paris 2024 de justifier de son utilisation conformément au présent article 4, entraîneront le remboursement des sommes versées par la Région.

Il est toutefois convenu que dans l'hypothèse où le calendrier des Jeux Paralympiques de 2024 se trouverait modifié, pour quelque cause que ce soit, Paris 2024 conserve l'entier bénéfice de la subvention, au paiement complet de laquelle la Région reste en conséquence tenue.

Par ailleurs, en cas d'annulation des Jeux Paralympiques de 2024 pour un cas de force majeure, Paris 2024 conserve le bénéfice des acomptes effectués par la Région, à la condition pour Paris 2024 de pouvoir établir leur utilisation effective et la réalité des dépenses engagées par Paris 2024 correspondantes.

De convention expresse, l'annulation des Jeux Paralympiques de 2024 constitue un cas de force majeure au sens du présent article si l'annulation résulte d'une décision extérieure à Paris 2024, ou à l'IPC et s'imposant à elle, ou si cette annulation, bien que décidée par Paris 2024 ou par l'IPC, résulte d'un fait présentant lui-même les caractéristiques d'un événement de force majeure.

4.2 Principes directeurs du concept des Jeux Paralympiques

Conformément aux engagements du dossier de candidature, Paris 2024 préparera et organisera les Jeux Paralympiques en respectant les principes directeurs suivants :

- **Améliorer l'expérience des athlètes en les faisant évoluer au maximum en plein centre de Paris**, ou à proximité du Village, réduisant ainsi considérablement leur temps de transport, au service de leur performance.

Les athlètes seront véritablement au cœur du projet paralympique et les sites seront ainsi choisis de manière à magnifier leurs exploits. Dès le début de la candidature, le concept de Paris 2024 pour les Jeux Paralympiques a en effet été guidé par l'ambition d'offrir une expérience optimale aux athlètes et un cadre exceptionnel pour des Jeux inoubliables susceptibles de créer une émulation et l'enthousiasme des spectateurs et téléspectateurs.

Le Comité Exécutif de l'IPC ayant approuvé le programme des Jeux Paralympiques le 25 janvier 2019 et le changement de certains sites en date du 10 décembre 2021, les épreuves se dérouleront ainsi soit dans des sites éphémères iconiques et spectaculaires (la tour Eiffel, les Invalides, le Grand Palais...) soit dans des équipements sportifs répondant aux plus hauts standards modernes (Vélodrome National Saint-Quentin-en-Yvelines, Stade nautique de Vaires-sur-Marne Stade Yves du Manoir, Paris La Défense Arena, Aréna de la Porte de la Chapelle, Roland Garros...).

- **Mutualiser sites olympiques et paralympiques** dans une logique de réduction des coûts et de l'impact carbone.
- **Maximiser les opportunités pour les spectateurs d'assister à plusieurs événements dans la même journée** grâce à la concentration de sites, en particulier dans le centre de Paris.
- **Rendre les sites accessibles à tous** : tous les sites devront être accessibles : L'aménagement des sites sportifs doit permettre une participation de qualité à tous : accueil, placement des personnes en fauteuil roulant permettant une belle visibilité, audiodescription...

Tous les sites seront par ailleurs desservis par des transports en commun, selon les périmètres de compétences respectifs d'Ile-de-France Mobilités, de la Ville de Paris, de la Région Ile-de-France et des services de l'État en la matière dont la mise en œuvre se fera en concertation avec Paris 2024 : bus, métros, RER, tramways, véhicules légers

(vans, minibus). Au moins l'un de ces modes de transport sera accessible aux personnes en situation de handicap, avec des capacités suffisantes pour acheminer l'ensemble des spectateurs en situation de handicap qui se rendront sur les sites paralympiques.

- **Utiliser les Jeux Paralympiques pour faciliter le changement de regard sur le handicap**

L'accueil des Jeux Paralympiques de 2024 doit être l'occasion de provoquer un changement de regard sur le handicap, et d'engager une mutation indispensable de la société pour la rendre plus inclusive.

Paris 2024 s'engage ainsi pour une meilleure prise en compte des personnes en situation de handicap dans la société, grâce à la possibilité de réserver des marchés au secteur protégé, à l'accessibilité universelle des infrastructures, produits et services, à une attention portée à l'inclusion professionnelle et sociale des personnes en situation de handicap et à la promotion d'actions de sensibilisation autour du handicap dans toutes les sphères de la société, en particulier le sport.

Pour ce faire, Paris 2024 développera un axe spécifique autour de ces thématiques dans le cadre de sa stratégie héritage et durabilité. Paris 2024 et la Région veilleront par ailleurs à coordonner les actions de leur programme héritage de manière à en maximiser les impacts positifs (mise en place d'une évaluation commune des mesures mises en œuvre, cofinancement des projets et actions...).

4.3 Mise en œuvre d'une stratégie forte en faveur du développement durable

L'exemplarité environnementale, économique et sociale constituant un axe fort de la candidature, Paris 2024 s'engage à mettre en œuvre une stratégie extrêmement ambitieuse en faveur du développement durable dans le cadre de l'accueil et de l'organisation des Jeux Paralympiques. Il veillera à associer à la définition et la mise en œuvre de cette stratégie l'ensemble des parties prenantes et acteurs concernés : Région Île-de-France, collectivités, État, IPC, CPSF, société civile (entreprise, experts, associations...), etc.

Pour l'ensemble des activités liées à la livraison des Jeux Paralympiques, Paris 2024 construira un plan de management permettant de mesurer et de limiter au maximum l'impact carbone de l'évènement. Pour toutes les émissions carbones qui n'auront pas pu être évitées, Paris 2024 mettra en place un plan de compensation volontaire intégrant jusqu'aux déplacements des spectateurs, de manière à tendre vers la complète neutralité carbone de l'évènement.

Paris 2024 développera par ailleurs des solutions innovantes pour livrer des Jeux exemplaires, en lien avec tous les acteurs : par exemple, énergie 100% renouvelable pendant les Jeux, économie circulaire, restauration respectant les principes de l'approvisionnement responsable, engagement zéro gaspillage alimentaire et objectif zéro déchets pendant l'évènement, mobilité propre pour la flotte paralympique, sites accessibles en transports en commun et par mobilité douce pour les spectateurs, protection de la biodiversité, gestion optimisée de l'eau...

Paris 2024 valorisera également les initiatives et les acteurs qui inventent et développent des solutions innovantes pour aider à l'insertion économique des publics vulnérables ou éloignés de l'emploi, favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes, encourager la diversité, lutter contre toute forme de discrimination, et participer au développement du sport et de la convivialité comme accélérateur de lien social.

Paris 2024 encouragera les acteurs et initiatives qui créent de la valeur économique, sociale et environnementale pérenne sur les territoires, à travers des actions directes ou indirectes d'engagement ou de partenariat.

Pour mettre en œuvre ces ambitions, Paris 2024 s'appuiera notamment sur une stratégie responsable des achats conçue pour encourager les pratiques les plus vertueuses en matière de préservation de l'environnement, de responsabilité sociale et de développement économique équitable, en respectant les exigences de la norme ISO 20 400, ainsi que celles de la commande publique française.

Paris 2024 reconnaît enfin être signataire de l'initiative Sports for Climate Action de l'UNFCCC ainsi que de la Charte des 15 engagements responsables du Ministère des Sports et du WWF et s'engage à en respecter les prescriptions.

4.4 Billetterie

Paris 2024 définira et mettra en œuvre une politique de billetterie ayant pour objectif un remplissage maximum des sites et la réussite économique des Jeux Paralympiques.

4.5 Règles comptables de Paris 2024

Paris 2024 adoptera un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général.

Paris 2024 certifie qu'à la date de la signature de la présente Convention, le président et le trésorier dudit organisme n'ont pas fait l'objet d'une condamnation définitive pour le détournement de fonds publics prévue par l'article 433-4 du code pénal.

Paris 2024 s'engage à porter à la connaissance de la Région toute condamnation définitive pour un tel délit qui interviendrait en cours d'exécution de la présente Convention.

Paris 2024 se conforme aux dispositions de l'article L. 612-4 du code de commerce. A ce titre, Paris 2024 est notamment tenu d'établir des comptes annuels comprenant un bilan, un compte de résultat et une annexe et de nommer, pour assurer la certification de ses comptes, un commissaire aux comptes agréé ainsi qu'un suppléant. Dans ce cas, il transmettra le rapport du commissaire aux comptes joint aux documents certifiés.

4.6 Obligations fiscales et sociales

Paris 2024 respectera la législation fiscale et sociale propre à son activité.

Il fera son affaire de toutes taxes et redevances présentes ou futures constituant ses obligations fiscales, de telle sorte que la Région ne puisse être recherchée ou mise en cause à ce sujet.

4.7 Responsabilités et assurances

Paris 2024 se conformera aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet social.

Les activités de Paris 2024 sont placées sous sa responsabilité exclusive. Il devra souscrire tout contrat d'assurance afin que la Région ne puisse être ni recherchée ni mise en cause.

Article 5. Contrôle exercé par la Région

Quel que soit le montant de la subvention perçue par Paris 2024 de la Région, en application de l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, Paris 2024 pourra à tout moment être contrôlé par les délégués de la Région. Paris 2024 devra tenir à la disposition des représentants habilités de la Région copie certifiée de ses budgets et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous les documents faisant connaître les résultats des activités liées à la présente Convention.

Paris 2024 transmettra aux représentants de la Région dans le mois suivant leur approbation par l'assemblée générale et au plus tard dans les six mois suivant la date de clôture de l'exercice pour lequel a été attribuée la subvention :

- le rapport moral du président ;
- son rapport d'activités ;
- les documents comptables visés à l'Article 4.5 ;
- tous les éléments d'information propres à rendre compte de la réalisation de l'objet de la Convention et comportant notamment un compte rendu financier relatif à l'utilisation de la subvention et à la situation des fonds engagés et des dépenses réalisées pour l'organisation des Jeux Paralympiques de 2024 ;
- une évaluation sur les actions entreprises par Paris 2024 portant sur l'organisation des Jeux Paralympiques de 2024.

Le défaut de transmission des éléments ci-dessus mentionnés, pour un fait imputable à Paris 2024, trente jours après mise en demeure par la Région autorise cette dernière à exiger le remboursement des sommes perçues.

Article 6. Résiliation

6.1. La présente Convention est résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, en cas de dissolution, de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de Paris 2024.

6.2. Dans le cas d'un manquement par l'une des Parties à l'une des obligations résultant de la présente Convention, l'autre Partie pourra la mettre en demeure, par lettre recommandée avec avis de réception, de réparer ce manquement dans un délai maximum d'un (1) mois.

Si, à l'issue de ce délai, le manquement n'a pas été réparé, l'autre Partie pourra prononcer de plein droit la résiliation de la Convention, par lettre recommandée avec avis de réception, sans préjudice de tous les dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre.

Cette disposition s'applique notamment lorsque Paris 2024 ne fournit pas l'intégralité des pièces et des documents exigés au titre de la Convention. En cas de non-réponse la résiliation sera prononcée par la Région et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de résiliation pour faute de Paris 2024, celle-ci est tenue au reversement intégral des sommes indûment perçues.

Article 7. Règlement des litiges

La présente Convention est soumise au droit français.

En cas de contestation et/ou de difficultés nées de l'interprétation et/ou de l'exécution de la présente Convention, les Parties s'efforceront d'y apporter une solution amiable.

A défaut de règlement amiable, les Parties pourront soumettre le litige contentieux, lequel relève alors de la compétence des tribunaux de Paris.

Fait à Paris, le, en deux (2) exemplaires

Tony Estanguet
Président de Paris 2024

Valérie Pécresse
Présidente de la Région Île-de-France